



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

## AFRICAINES

Avril 2008 - Numéro 23

### Ecoutez-les !

Viviane [ce mois-ci dans notre rubrique rencontrer] et Lucie, deux femmes africaines, racontent leur quotidien au service du respect des droits de l'homme.

L'une vit dans un pays troublé par la guerre, la République démocratique du Congo, l'autre dans un pays en reconstruction, le Burundi. Elles nous peignent un même tableau : la violence comme arme de guerre ou de terreur mais en tous cas quotidienne envers les femmes et les enfants. Elles nous décrivent ce qu'elles ont vu, entendu, défendu avec des mots puis parfois le silence. Silence éloquent lorsque les mots n'arrivent plus à l'être assez pour décrire l'injustice, l'amertume et le sentiment de non-droit. Le silence devient coupable lorsqu'il empêche la justice et le respect de la dignité de milliers de femmes bafouées dans leurs droits les plus élémentaires.

Leur résistance ? La non-violence. Ces femmes qui répondent par le droit et les jeunes médiateurs communautaires [ce mois-ci dans notre rubrique témoigner] réussissent à fédérer autour de la paix. Et pour tous ces combats pour le droit, un même mode d'action : la non-violence!

Nous le constatons, ces actions de résistance non-violente émaillent le continent africain, allant de la désobéissance civile des femmes vivant en zone de conflits aux projets visant à rétablir un véritable lien social et une place respectée pour la femme dans la société. L'Association pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin, au Sud-Kivu (République démocratique du Congo), aspire à replacer les femmes comme actrices à part entière du développement économique et social, notamment par l'accès à des formations et à des microcrédits. En Côte d'Ivoire et au Rwanda, l'heure de la reconstruction est arrivée, et c'est l'occasion pour les femmes de réaffirmer le rôle de pilier qu'elles ont dans la société et de le faire respecter.

La résistance à la violence dont font preuve, au péril de leurs vies, Lucie, Viviane et bien d'autres femmes africaines est exemplaire et porteuse d'espoir pour tous ceux qui sont engagés partout dans le monde pour la défense des opprimés.

Elise Reslinger - Frères des Hommes



Femmes ivoiriennes engagées pour la reconstruction de leur pays. © Frères des Hommes

### / DANS CE NUMÉRO

#### **PARTICIPER / Afrique du Sud**

Porter une minijupe est-il un crime ?

#### **MANIFESTER / Afrique**

La souveraineté alimentaire au menu du Forum social mondial

#### **FORMER / Bénin**

Les personnes handicapées grandissent dans leur univers

#### **COOPÉRER / Mali**

Les expulsés de France témoignent

#### **INFORMER / Burkina Faso**

*Laabali*, fenêtre sur la société

#### **TÉMOIGNER / Grands Lacs**

Des jeunes médiateurs construisent la paix dans la région des Grands Lacs

#### **RENCONTRER / République démocratique du Congo**

Viviane Kitété, une avocate engagée auprès des sans-voix

### / CONTRIBUTIONS

**Togo** Elorm Kokou Amegadze, Elise Esso

**Afrique du Sud** Silumko Radebe, Teboho Nkhensy

**Cameroun** Pascal Nkwe Makongo

**Burundi** Gilbert Mussumba, Lucie Nizigama

**Mali** Alhassane Dicko, Ousmane Diarra, Sidi Mohamed Simpara

**RDC** Viviane Kitété

**Bénin** Constance Facia, Laurence Sossa, Ghislain Agboton

**France** Anne-Marie Diény, Christine Voissière, Elise Reslinger, Lisa Quaas, Maia Levasseur, Raúl Montero, Roukayatou Adamou Souna, Valentine Solignac, Yves Altazin

**Direction de rédaction** Frères des Hommes

**Création et mise en page** www.oliviermorisse.com

**Frères des Hommes** Association reconnue d'utilité publique & Membre du Comité de la Charte



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Afrique du Sud

PARTICIPER

## Porter une minijupe est-il un crime ?



800 femmes manifestent à Johannesburg pour être respectées.

« **Nous aimons nos minis** », « **Il n'y a pas de raccourcis pour les droits des femmes** ». Tels étaient les messages affichés sur les pancartes des centaines d'hommes et femmes qui ont manifesté main dans la main en mars 2008 à Johannesburg, en Afrique du Sud. C'est après l'agression d'une jeune femme par un chauffeur de taxi pour le seul fait qu'elle portait une minijupe que les Sud-Africains se sont mis en marche : le Forum des femmes Remmoho<sup>1</sup> et Peuple contre la maltraitance des femmes<sup>2</sup> ont organisé deux manifestations de soutien pour sensibiliser les Sud-Africains aux droits des femmes, encore fragiles dans le pays. Des milliers d'entre elles utilisent chaque jour les taxis et un grand nombre doit faire face aux insultes des chauffeurs, aux autocollants sexistes, aux agressions sexuelles et parfois même au viol parce que leurs tenues sont jugées indécentes. Ces actes de plus en plus fréquents depuis une dizaine d'années ne font souvent l'objet d'aucune enquête policière et ne sont que rarement dénoncés par les médias.

### Briser le silence du harcèlement

Alors que la Constitution adoptée en 1996 contient un article promulguant l'égalité des sexes, les femmes se heurtent encore en pratique à l'opposition de nombreux traditionalistes qui estiment que l'égalité des sexes n'est pas compatible avec la préservation des coutumes et traditions. Il

est donc évident que les lois sur les violences faites aux femmes ne seront que des coquilles vides tant qu'il n'existera pas de structures, ni de réelle volonté politique pour garantir leur application. C'est pourquoi le Forum des femmes Remmoho souhaite que le système criminel judiciaire prenne plus au sérieux les agressions sexuelles et les violences contre les femmes et affirme qu'il est primordial de ne pas se taire. Lors des manifestations, le Forum a appelé les femmes victimes d'agression à dénoncer les violences subies et à utiliser toutes les voix institutionnelles de recours, comme la Commission des droits de l'homme et la Commission sur l'égalité des sexes, afin de faire valoir leurs droits.



« Humilier une femme est un péché devant Dieu »

### L'opinion publique est favorable, le gouvernement réagit, les leaders communautaires sont solidaires

Lors des manifestations, la population a réagi positivement même si certains chauffeurs de taxi ont baissé leur pantalon en signe de protestation et ont qualifié de « prostituées » les filles qui ont pris part aux marches. Cette affaire a d'ailleurs suscité une telle polémique que le département de la sécurité communautaire de la province de Gauteng, dont les principales villes sont Pretoria et Johannesburg, a décidé de lancer dans les mois qui viennent une campagne de sensibilisation sur l'insécurité à laquelle des milliers de femmes sont confrontées.

« *Nwabisa Ngcukana, la jeune femme agressée, a porté plainte contre ses agresseurs et reçoit un soutien psychologique. Elle a déclaré se sentir « belle et forte », un encouragement pour toutes les femmes victimes d'agression en Afrique du Sud.* »

Cette campagne aura pour but d'éduquer le public sur les procédures de plaintes à suivre, ainsi que de l'informer sur le droit à la libre expression. Le gouvernement a, lui, pressé tous les hommes et plus particulièrement les chauffeurs de taxi à cesser toute forme de violence et attitude sexiste envers les mères et les filles de leur pays. De plus, il a promis de réviser le code de conduite des taxis pour inclure une clause interdisant les violences contre les femmes. La Maison nationale des leaders, établie pour répondre aux besoins et préoccupations des communautés et qui regroupe des représentants des communautés vivant selon les lois et coutumes traditionnelles, est également intervenue. Elle a enjoint « toute la nation à agir et à protéger nos jeunes femmes contre les hommes archaïques qui se servent de la culture comme d'un moyen pour agresser les femmes » et a déclaré qu'« à aucun moment la culture ne dicte aux jeunes filles de porter des robes qui [descendent] sous leurs genoux et elle ne dicte pas non plus aux hommes d'agresser les jeunes femmes qui choisissent de porter des minijupes. » ■

### / ET PLUS SI AFFINITÉS...

1 RWF : Remmoho Women's Forum (groupe affilié au Forum Anti-Privatisation <http://up191.apf.m2014.net>) - [nosiphotwala@gmail.com](mailto:nosiphotwala@gmail.com) - [nkhensy@metroweb.co.za](mailto:nkhensy@metroweb.co.za) > Contact : Teboho Nkhenzy / 2 POWA: People Opposing Women Abuse <http://www.powa.co.za>



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

MANIFESTER

## La souveraineté alimentaire au menu du Forum social mondial

**Echanger, élaborer, discuter, manifester** ; pour la souveraineté alimentaire, la paix, la démocratie ; contre la pauvreté et les Accords de partenariats économiques (APE) qui visent à instaurer le libre-échange entre les pays africains et l'Union européenne. Le Forum social mondial<sup>1</sup>, cette année décentralisé, a eu lieu à travers le monde du 25 au 27 janvier 2008. Retour sur ces Journées de mobilisation et d'action mondiales décentralisées menées au Togo, au Cameroun et en Afrique du Sud.

« Pour qu'une Autre Afrique et un Autre Monde soient possible, il faut que tous les acteurs participent effectivement à la production de la richesse, à sa gestion efficace et à sa répartition juste et équitable. »  
Elorm Kokou Amegadze,  
un des organisateurs du Forum social ouest-africain

### Conférences, ateliers et manifestations pour la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest

Deux mille personnes, originaires de 15 pays différents et majoritairement citoyens d'Afrique de l'Ouest, se sont mises en route pour participer aux journées d'actions à Lomé au Togo, où a eu lieu la quatrième

édition du Forum social ouest-africain<sup>2</sup>. Les thèmes de la gouvernance et de la souveraineté alimentaire ont constitué, face à l'actualité de la mise en place des APE, les enjeux principaux du Forum. Les 26 et 27 janvier, les manifestants défilaient en demandant la fin des APE. Au même moment se tenaient des conférences, ateliers et réunions dans le Centre des expositions et des foires à Lomé, permettant des temps d'échange entre adultes mais aussi entre jeunes, jusqu'aux enfants qui ont participé à l'émission Deriwo pe radio (radio des enfants). « La quatrième édition du Forum social ouest-africain a été une réussite dans son ensemble grâce à la participation active des différentes délégations de l'Afrique de l'Ouest, à la pertinence du thème retenu et à la contribution remarquable des citoyens ainsi qu'à la plus-value qu'ont constituées les activités de l'espace jeunes » affirme E. K. Amegadze, l'un des organisateurs du forum.

### Sensibiliser les consommateurs sur les marchés de Yaoundé

En Afrique centrale, au Cameroun, les journées de mobilisation et d'action étaient également placées sous le thème de la souveraineté alimentaire : 300 paysans, dont des membres et des sympathisants

du Collectif d'organisations paysannes et de producteurs agriculteurs camerounais (Cordap)<sup>3</sup>, ont cherché à dialoguer directement avec les consommateurs, sur les marchés de Yaoundé à Nfoundi le 23 janvier et à Mokolo le 26 janvier. Sensibilisant environ 2 000 Camerounais au fait que la capacité de la production locale dépend de leurs choix de consommation, l'initiative a connu un grand succès, raconte Pascal Nkwe Makongo, président du Cordap et organisateur des journées d'action en Cameroun : « Le Cordap a reçu pendant plusieurs jours et même jusqu'à présent les félicitations des paysan(ne)s et consommateurs pour sa campagne de sensibilisation, de dénonciation et de démonstration des méfaits des politiques néolibérales. »

### Unis contre la pauvreté

En Afrique du Sud, une marche ayant comme thème principal la lutte contre la pauvreté mondiale a été organisée par le Congrès des syndicats sud-africains à Johannesburg, réclamant en particulier au gouvernement sud-africain d'aborder le sujet de la pauvreté. « La marche a su établir un consensus général pour qu'il y ait plus d'événements de solidarité de cette sorte, d'autant plus que nous sommes marqués par une histoire de fragmentation des mouvements de la société civile sud-africaine » rapporte Silumko Radebe, participant et membre du Forum d'anti-privatisation<sup>4</sup>. Plusieurs milliers de personnes de la société civile ainsi que de nombreuses associations africaines, soucieux de la justice et du développement social et économique, ont marché ensemble pour le futur de leur continent. ■



Une Autre Afrique de l'Ouest est possible ! Un Autre Monde est possible ! © FSOA

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

1 Forum social mondial <http://www.wsf2008.net/fr-kelorm5@yahoo.fr> > Contact : Elorm Kokou Amegadze /  
2 Forum social ouest-africain - <http://www.fsoa-togo.org/>  
3 Cordap - [cordap\\_plus@yahoo.fr](mailto:cordap_plus@yahoo.fr) / 4 Anti-Privatization Forum <http://up191.apf.m2014.net-khethokuhle@gmail.com>



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Bénin

FORMER

## Les personnes handicapées grandissent dans leur univers

**Alain le kinésithérapeute, Yves l'éducateur spécialisé et les six bénévoles s'activent** pour accueillir des enfants handicapés et leurs parents, au sein de l'espace-contact de l'association Equilibre Bénin<sup>1</sup>. Situé à Abomey-Calavi, dans le sud du Bénin, et constitué de trois paillotes sur pilotis, ce centre socio-éducatif est un lieu de brassage et d'échange. Alain, lui-même handicapé, a d'abord été pris en charge par l'association. Il apprend aujourd'hui aux mamans comment effectuer les gestes de rééducation et leur redonne confiance en elles. Les bénévoles, formés par l'association, animent des groupes de discussion où ils parlent aux parents d'hygiène et de nutrition et où ils les encouragent à ne pas baisser les bras et à s'entraider. Constance Facia, la présidente, assistante sociale pendant plus de trente ans et fondatrice de l'association, explique que « tout le succès du centre réside dans le fait qu'il donne l'occasion aux parents de s'ouvrir les uns aux autres et de partager leurs expériences. »

« Lorsque j'allais à quatre pattes vous m'avez mis debout ; lorsque j'étais à la maison vous m'avez mis à l'école ; lorsque j'avais faim vous m'avez donné à manger ; lorsque j'étais triste vous m'avez mis la joie au cœur. »  
Jeune homme accueilli par Equilibre Bénin.

Cet espace est aussi l'endroit où les parents livrent leur histoire et trouvent le réconfort qu'ils peinent souvent à recevoir de leurs familles. Ainsi Dame Dossi, une femme active qui cultivait des hectares de terre, a raconté comment, au fil des années, elle s'est complètement appauvrie car chaque enfant qu'elle mettait au monde était malformé et que selon la divinité *Tobossou*, elle devait se dépouiller de tout ce qu'elle possédait pour pouvoir mettre un enfant vigoureux au monde. Ses visites au centre ont permis à l'équipe de diagnostiquer



Alain, les parents et les enfants lors d'une séance de rééducation à l'espace-contact. © Equilibre Bénin

que Vianey, son sixième enfant et seul survivant, était microcéphale et que cela était dû à un problème de consanguinité. Venir à l'espace-contact lui a permis d'arrêter de culpabiliser et d'apprendre les gestes quotidiens pour s'occuper de son enfant.

### Des séances de formations grand public pour lutter contre l'ignorance, l'intolérance et l'exclusion

Ghislain, l'animateur de l'association, sillonne tous les quartiers d'Abomey-Calavi et tous les villages de la région à mobylette pour animer des séances de formation grand public. Il va à l'encontre des idées reçues et tente de lutter contre les préjugés en donnant l'occasion aux habitants de se retrouver pour comprendre ce qu'est le handicap et apprendre comment l'aborder. Ghislain sensibilise la population sur la nécessité de l'intégration des personnes handicapées dans la vie de la communauté. Il forme aussi à la prévention et au dépistage précoce du handicap en enseignant comment reconnaître les signes d'une malformation. Il explique par exemple : « Un pied bot léger peut être corrigé en quelques semaines dès la naissance à condition que la mère du bébé soit avisée et se présente tôt à l'association au lieu d'attribuer cette malformation à un mauvais sort ou à la

sorcellerie. » De même, il se rend dans les classes des écoles primaires publiques pendant les heures d'instruction civique et morale pour apprendre aux élèves à accepter leurs camarades handicapés, à jouer et vivre tous ensemble.

### Des projets exemplaires d'apprentissage à la solidarité et à la citoyenneté

Dans un pays où un enfant handicapé représente une charge pour sa famille, qui préférera l'envoyer mendier à la ville plutôt que de miser sur son éducation, les activités d'Equilibre Bénin sont porteuses d'espoir. L'association démontre que le handicap n'est pas une fatalité et met en valeur les capacités des personnes handicapées. Son but est aussi d'induire une solidarité précoce entre les enfants, handicapés ou pas. Ainsi, malgré un manque de moyen certain, l'association perdure et vient d'ouvrir, au sein du centre socio-éducatif, une bibliothèque où tous les enfants d'Abomey-Calavi peuvent venir lire et se retrouver, autour d'activités ludiques auxquelles ils ne sont pas habitués : bricolage, dessin, peinture, théâtre. ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

<sup>1</sup> Equilibre Bénin - [www.equilibre-benin.org](http://www.equilibre-benin.org) - [equilben@intnet.bj](mailto:equilben@intnet.bj) > Contact : Constance Facia, Laurence Sossa



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Mali

COOPÉRER

## Les expulsés de France témoignent



Les membres de l'AME et des expulsés lors d'une des conférences. © AME

« **Non à l'expulsion** », « **Non au refoulement** », « **Droit et justice pour tous** ». Tels sont les messages inscrits sur les banderoles au centre culturel Djoliba, dans le centre ville de Bamako au Mali. Plus de 700 personnes ont répondu présent les 15 et 16 mars dernier au Mali à l'appel de l'Association des Maliens expulsés (AME)<sup>1</sup>, réunissant des expulsés des pays européens (notamment la France) et des refoulés d'Afrique du Nord.

### Expulsé de France après six ans et demi de travail dans le bâtiment, laissant sa femme et ses enfants derrière lui

Tous se sont rassemblés pour sensibiliser la population malienne sur les conditions d'expulsion des immigrés et sur leur déracinement dans leur propre pays après dix ou quinze ans, voire plus, de vie à l'étranger. Des *nyogolon* - « se connaître » en langue locale bambara, sketches de tradition malienne - ont été présentés par les anciens expulsés et refoulés. Ils mettaient en scène les expériences vécues par ces personnes pendant leurs tentatives de traversée de la Méditerranée dans des embarcations de fortune, ou encore leurs conditions de vie désastreuses dans les villes européennes. Les participants

ont pu témoigner et raconter enfin leur retour au pays et les conséquences que cela engendre pour eux et surtout pour toute leur famille. Par honte de ce qui est vécu comme un échec, rares sont les expulsés qui racontent à leur entourage leur voyage de retour et leurs conditions de vie humiliantes et inhumaines en Europe. Le témoignage de Sidi Mohamed Simpara, expulsé de France le 23 mars 2006 après huit ans dont six et demi passés à travailler dans le bâtiment, et qui a laissé sa femme et ses enfants derrière lui, a permis à tous de prendre conscience du drame que vivent ces expulsés et refoulés.

### Il n'existe pas d'eldorado européen

En partant des expériences vécues, les participants ont ensuite échangé sur différents sujets : les nouvelles lois concernant l'immigration dans l'Union européenne et leurs conséquences ; les politiques des pays africains face aux politiques sécuritaires de l'Europe ; l'externalisation des frontières ; le rôle des pays du sud de la Méditerranée ; le codéveloppement. La salle a été très réceptive et plusieurs personnes sont intervenues pour donner leur opinion ou demander des explications supplé-

mentaires aux conférenciers. La présence de nombreux médias nationaux, presse écrite, radio et même de la télévision nationale, l'ORTM ; la présence de Badra Alou Macalou, ministre des Maliens de l'extérieur et de l'Intégration africaine et la participation de la société civile prouvent l'intérêt que suscite le sujet de l'immigration dans le pays.

*Des représentants de l'AME et certains de leurs partenaires négocient actuellement avec des personnalités politiques impliquées dans les négociations avec la France sur le dossier de l'immigration, comme le président de l'Assemblée nationale Dionkounda Traoré et le premier conseiller de l'ambassadeur de France au Mali, Patrice Dejumme.*

Jean-Claude Amara et Raymond Chauveau de l'association Droits Devant<sup>2</sup>, partenaire de l'AME, ont participé à une émission radio sur les ondes de la radio privée Kayira à Bamako, particulièrement écoutée par les jeunes. L'émission a porté notamment sur la nécessité pour le peuple malien d'influencer le gouvernement pour qu'il refuse de s'agenouiller devant les autorités françaises, et de signer les accords de maîtrise concertée des flux migratoires avec les pays européens. Ces deux journées de débats ont amené à faire prendre conscience aux candidats à l'immigration qu'il n'existe pas d'eldorado européen. De plus, le silence qui plane généralement autour des expériences vécues par les expulsés a pu être brisé, ce qui va permettre une meilleure prise en compte des expulsés à leur retour par leur entourage et la société toute entière. ■

### / ET PLUS SI AFFINITÉS...

<sup>1</sup> AME - [www.expulsesmaliens.org](http://www.expulsesmaliens.org) - [expulsesmaliens-basta@yahoo.fr](mailto:expulsesmaliens-basta@yahoo.fr) > Contacts : Ousmane Diarra, Alhassane Dicko / <sup>2</sup> Droits Devant - [www.droitsdevant.org](http://www.droitsdevant.org) - [contact@droitsdevant.org](mailto:contact@droitsdevant.org)



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

## Burkina Faso

INFORMER

### Laabali, fenêtre sur la société

**L'idée ? Créer un support original pour informer, former et divertir.** La réponse ? La naissance de *Laabaali* ! Un journal pas comme les autres, réalisé par des femmes et des hommes ayant participé à des cours d'alphabétisation en *gulmancema*, langue locale du Burkina Faso. Ils peuvent ainsi utiliser leurs nouvelles connaissances pour écrire des articles et devenir l'un des 38 « correspondants de presse ». Ils peuvent aussi participer aux comités de rédaction qui traitent les informations envoyées par les correspondants. Formés par des journalistes de métier, ils apprennent à collecter et traiter cette information. Quant à l'impression du mensuel, elle est assurée par l'imprimerie de presse Programme d'alphabétisation de Gulmu, situé à Fada. *Laabaali*, qui peut aujourd'hui se revendiquer comme un véritable journal d'informations, connaît un réel succès auprès des populations.

liberté tant dans le contenu que dans sa diffusion, principalement orientée sur les zones rurales. En avril 2008, le journal est tiré à 3 500 exemplaires, et le lectorat potentiel est estimé à 100 000 personnes.

*« Recette ancestrale, éducation civique, actualités : Laabali partage avec ses lecteurs tout type d'information. »*

#### Permettre aux populations rurales d'accéder à l'information

L'association fait du journal un vecteur de valeurs. En effet outre sa démarche pédagogique auprès des journalistes en herbe, *Laabaali* permet à des populations rurales souvent isolées d'accéder aux informations de la politique nationale ou aux questions économiques ou sociales. Mais avant même les actualités, *Laabaali* offre une éducation civique avec des articles

sur la décentralisation ou les élections. Le journal aide par ailleurs à la conscientisation des populations autour de problématiques sociales actuelles telles que les violences faites aux femmes ou encore la lutte contre l'excision. Enfin il aborde des thématiques ayant trait au quotidien des lecteurs, comme la sensibilisation à l'hygiène ou à la santé avec une rubrique mensuelle de « pharmacopées », recettes ancestrales pour se soigner. *Laabaali* est également une fenêtre sur la société, son fonctionnement, ses maux et son quotidien. Parce que l'accès à l'information est indispensable, elle est conçue en parallèle des actions de lutte contre la pauvreté que mène l'association. *Laabaali* permet à chacun d'accéder au savoir de manière globale. Parce que comme indiqué dans la charte de Tin Tua, l'homme constitue la base et la finalité du développement. ■

#### Tin Tua, « développons-nous nous-mêmes »

L'association Tin Tua<sup>1</sup> a repris le journal *Laabali* un an après son lancement. Le choix de ce nom pour l'association nous dévoile ses racines : l'objectif principal est de donner aux hommes et aux femmes l'accès à des droits fondamentaux comme la culture, la liberté ou encore la justice. Autant de droits difficiles à faire valoir sans savoir lire et écrire, et par conséquent sans être autonome pour accéder à l'information. Fondée en 1989 par des enseignants et des étudiants, l'association Tin Tua s'engage auprès de la paysannerie et favorise les actions pour son développement. Tin Tua accorde une place de choix à *Laabaali*, car se doter d'outils d'informations, de formation et de sensibilisation est primordial pour défendre ses droits. De l'écriture à l'impression, la gestion de l'ensemble des étapes de la production du journal permet une totale



/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

1 Tin Tua - <http://www.tintua.org>

La une du journal *Laabaali* en *gulmancema*. © Association TinTua



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

## Grands Lacs

TÉMOIGNER

### Des jeunes médiateurs construisent la paix dans la région des Grands Lacs



Des médiatrices communautaires avec des enfants de la rue. © Gilbert Mussumba

**Plus de mille jeunes Rwandais, Congolais et Burundais** âgés de 16 à 26 ans ont cheminé côte à côte, en juillet 2007, pour délivrer un message de paix. La Marche pour la paix clôturait le vaste programme Amahoro-Amani<sup>1</sup> (« la paix » en *kirundi*, langue du Burundi, et en *swahili*) lancé en octobre 2005 par sept associations scoutes et guides du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Rwanda. 420 jeunes ont été formés à la médiation, la prévention et la gestion pacifique des conflits pendant deux ans, afin de promouvoir durablement la paix dans la région, encore récemment déstabilisée par des conflits. Cette Marche des jeunes, regroupés en plusieurs Caravanes de paix, leur a permis de rencontrer des communautés fragilisées par les guerres en organisant des conférences-débats sur la construction de la paix dans la région. Ils ont aussi déposé leurs déclarations et souhaits auprès des autorités locales, avant de se retrouver début août 2007 pour le Rassemblement international pour la paix à Gitega au Burundi, en présence de participants de 11 pays et de plusieurs associations internationales.

#### Lutter contre les préjugés ethniques et participer au développement local

Les jeunes médiateurs, capables d'identifier les indicateurs d'intolérance existant dans leurs communautés - stéréotypes, discriminations, etc. - se réunissent au sein de Clubs de paix et forment d'autres jeunes à gérer les conflits sans violence. Ensemble, ils entreprennent des activités concrètes pour bâtir la paix dans leur entourage immédiat, intervenant dans les conflits aussi bien familiaux et scolaires qu'ethniques. Ils acquièrent par là des compétences essentielles pour monter des microprojets de développement et rendre leurs actions visibles auprès des autorités. « J'ai appris à gérer les autres jeunes et à prendre la parole en public. Je sais aussi approcher les responsables administratifs qui me soutiennent dans l'organisation de nos activités » affirme Bucumi, jeune médiateur burundais de 19 ans, responsable d'un Club de paix. Les médiateurs communautaires participent aussi activement à la reconstruction du lien social en assistant des personnes en difficulté.

Des médiateurs de Bujumbura au Burundi ont par exemple organisé des jeux avec les enfants des rues. Ils leur ont appris des chants sur la paix, ont mené une causerie avec eux où chacun a pu exprimer ce qu'il entend par le mot, dessiner sur le sujet et expliquer son dessin. A partir du lien créé entre les enfants et les médiateurs, ces derniers ont pu aider les enfants à trouver des foyers d'accueil.

*Hutus et Tutsis, les agents de paix sont des deux ethnies, mais n'ont qu'un seul message : « Nous sommes tous des Abarundi (Burundais). »*

#### Des jeunes porteurs d'unité et de réconciliation

Les activités entreprises sont adaptées aux contextes et histoires locaux. Presque 15 ans après le génocide au Rwanda, l'œuvre de réconciliation est à construire au jour le jour : « Dans mon Club de paix, explique Cyubahiro, un médiateur rwandais de 23 ans, nous avons assisté à une réunion de *gacaca* (tribunal communautaire villageois) et après nous avons échangé entre nous, jeunes, sur le fait que nous devons sensibiliser la population à dire la vérité pendant les *gacaca*. » L'entente pacifique dont les jeunes veulent témoigner commence par se construire entre eux au sein des Clubs de paix, qui regroupent des jeunes d'origines différentes. Pour Gilbert Mussumba, responsable du programme Amahoro-Amani, « après le succès de la Marche, nous souhaitons que les Clubs de paix se consolident et que d'autres se créent, pour que les jeunes puissent continuer à contribuer à la cohésion sociale de leur région. » ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

<sup>1</sup> San Pedro de Tuco - eross16\_9@hotmail.com > Contact : Erik Aparco Gala



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

République Démocratique du Congo

RENCONTRER

## Viviane Kitété, une avocate engagée auprès des sans-voix



Viviane Kitété, lors de son passage à Paris. © Frères des Hommes

*En République démocratique du Congo (RDC), Viviane Kitété<sup>1</sup> voue sa carrière d'avocate à la défense des femmes victimes de violences et d'abus, dans un contexte où celles-ci ont de multiples difficultés à faire reconnaître leurs droits. Elle lutte courageusement contre l'utilisation massive du viol comme arme de guerre et dénonce un système judiciaire déficient dans son pays.*

### Viviane, pouvez-vous nous parler de vous ?

Je viens de Béni, dans la province du Nord-Kivu, mais je suis originaire de Maniema, au centre de la RDC. Je suis l'aînée d'une famille de sept enfants avec quatre garçons et trois filles. Je suis mariée et j'ai trois enfants, deux garçons et une fille. Mon mari est procureur de la république. Je suis juriste de formation, j'ai été formée à l'université de Kinshasa, puis à l'Université libre des pays des Grands Lacs située à Goma, le chef-lieu du Nord-Kivu.

*Donner aux femmes victimes de violences les moyens de se défendre.*

### Qu'est-ce qui vous a poussé à vous engager dans la défense des droits des femmes ?

Au départ, je voulais être avocate et exercer en libéral. Mais lorsque je suis arrivée à Béni, j'ai vu qu'il n'y avait personne pour assister et prendre en charge les femmes et les enfants, les vulnérables, les sans-voix. Je me suis engagée pour eux, ce qui m'a permis de perfectionner mes connaissances, de monter des dossiers. Après mon stage de fin d'étude, j'ai créé le Centre de rééducation pour l'enfance délinquante et défavorisée<sup>2</sup> pour assister les femmes et les enfants. J'en suis actuellement présidente. Nous faisons aussi partie d'un collectif, la Commission de lutte contre les violences faites aux femmes, regroupant 19 associations locales féminines, du Caucus des femmes pour la paix et du Réseau de protection des défenseurs des droits humains de l'Afrique centrale.

### En quoi consiste votre journée de travail ?

Je suis une femme africaine au sens plein du terme. Je m'occupe de mes enfants et de mon mari le matin avant d'aller au travail. Je vais ensuite au bureau, ou parfois des victimes viennent directement chez moi. Je traite les problèmes de violences sexuelles, de succession, de répudiation des femmes sans indemnités. Souvent, les femmes qui viennent vers moi n'ont rien, donc je ne leur demande pas d'honoraires. Je suis sans cesse en mouvement, j'accompagne les victimes au bureau de police, au parquet, au tribunal si nécessaire, parfois même à l'hôpital pour les rapports médico-légaux en cas de viols. J'assiste aussi à des réunions de travail avec d'autres associations où on fait le point sur les programmes effectués en synergie. Nous parlons aussi de notre action à la radio locale une fois par semaine pendant trente minutes.

### Qu'est-ce qui vous donne l'énergie de lutter tous les matins ?

Quand une femme qui a trouvé satisfaction dans le traitement de son dossier en parle à une autre femme qui a aussi des problèmes, et qui vient me voir confiante.

### Quelle est votre plus grande « victoire » ?

J'ai accompagné une femme, mère de quatre enfants, qui avait été déshéritée, victime d'un conflit de succession. Son mari avait été fusillé, et sa belle-famille est arrivée pour récupérer la maison et lui ordonner de plier bagage. Elle ne s'était pas remise de ses émotions et tout à coup, on la chassait de chez elle. Elle n'avait pas de travail et ne savait où aller. Je l'ai consolée, et l'ai défendue devant le tribunal de paix. Elle a gagné le procès, on lui a reconnu la garde des enfants et elle a pu garder la maison. Ca lui a fait énormément plaisir. Elle était soulagée. Ca m'a marqué car c'était un de mes premiers dossiers. Qu'elle gagne a montré qu'une femme peut réussir à faire respecter ses droits. J'ai aussi réussi à faire emprisonner un militaire très réputé qui avait violé une dizaine de filles. Le fait de savoir qu'on l'a reconnu coupable a soulagé les victimes.

### Que peut-on vous souhaiter, à vous et à votre pays ?

Plus de solidarité. Je suis optimiste pour mon pays. Il y a plus de trente ans, on ne pensait pas qu'il puisse y avoir des élections en RDC et des institutions démocratiquement élues, or il y en a eu. L'important est qu'il y ait cette volonté de changer. ■

### / ET PLUS SI AFFINITÉS...

<sup>1</sup> Plus d'infos sur Viviane, visiter le site d'Amnesty International France qui la soutient dans son combat contre les violences sexuelles faites aux femmes dans les conflits armés - <http://www.amnesty.fr/index.php/amnesty/agir/campagnes/femmes/actualites> / <sup>2</sup> Site web : <http://www.creddrdc.fluo.net> > Contact : [vivianetupa@yahoo.fr](mailto:vivianetupa@yahoo.fr)